

An VI de notre Indépendance

Le 1er juillet, le Rwanda a célébré le 5e anniversaire de l'Indépendance et inauguré ainsi l'An VI de la fin de la colonisation étrangère.

Entouré de tout son Cabinet, des membres du Corps Diplomatique ainsi que de plusieurs hautes personnalités tant rwandaises qu'étrangères, son Excellence Monsieur Grégoire Kayibanda Président de la République, a présidé aux nombreuses manifestations populaires et au défilé militaire qui se sont déroulés dans la Capitale jusqu'en l'aube d'après-midi. Comme d'habitude, au milieu de ces joyeuses festivités, le président de la République a pris la parole et s'est adressé au public pour rappeler les grandes préoccupations qui sont actuellement les siennes et celles de son Gouvernement: perfectionner notre régime que nous voulons toujours plus authentiquement démocratique, et préparer au peuple un avenir qui réponde mieux aux aspirations matérielles, culturelles et autres, éveillées par les idéaux de la décolonisation et de l'Indépendance.

Analysant le présent, le chef de l'Etat a rappelé les étapes déjà franchies et les succès que nous avons remportés dans le développement national et dans notre politique aussi bien intérieure qu'extérieure, sans oublier la lutte sans merci contre le terrorisme des féodaux évincés, réfugiés à l'étranger.

Après avoir formulé le vœu que les candidats aux élections communales très prochaines puissent, comme par le passé, faire preuve de leur maturité politique, le président devait parler de la récente réforme scolaire ainsi que du premier Plan intérimaire de développement National (qui vient d'être élaboré):

"Cette année-ci, dit-il, le pays s'est doté pour la première fois d'une loi scolaire. Le Gouvernement en collaboration avec toutes les organisations traitant de l'éducation scolaire, poursuivra la restructuration plus démocratique de notre régime scolaire.

Tout le monde doit apporter sa contribution, ne fut-ce qu'au niveau de l'information nécessaire aux Responsables directs. Chacun doit se souvenir, dans une matière aussi grave, que la jeunesse scolaire qui est la première concernée, n'a que faire ni de joutes idéologiques, ni de luttes d'influences.

Nous devons tous être convaincus que le rythme de développement des sciences et des techniques, l'essor démographique, l'ampleur nouvelle des besoins

et des transformations scolaires, les exigences d'une croissance économique accélérée, nécessitent de profondes transformations du système d'éducation. La restructuration de notre régime scolaire, la confection des programmes, les qualifications des maîtres, doivent permettre de réaliser les transformations ainsi désirées par la société

Le Plan National de développement, assorti des programmes précis, sectoriels et localisés sera l'expression de la volonté nationale d'EMANCIPATION. L'Etat, les communes, les individus et associations privées auront chacun sa tâche à remplir. Il s'agit de lutter en ordre discipliné contre l'ignorance, contre la pauvreté et la maladie, contre les forces destructives de la paix sociale et ainsi de s'émanciper davantage du sous-développement. Le Plan de développement, sera pour la Nation un cadre indicateur de travail, dans lequel toute personne ou groupe de personnes peut prendre des décisions essentielles pourvu qu'elles soient orientées vers le mieux-être général.

Dès que ce plan sera voté, des structures administratives seront mises en place afin d'aider tous et chacun à fournir le maximum de sa contribution.»

Enfin le Chef de l'Etat conclut en stigmatisant sérieusement les agents de la subversion qui se recrutent surtout dans les milieux étrangers néocolonialistes, pour saper notre indépendance et handicaper le développement intégral du pays:

«Nous le savons, vous l'avez constaté, des groupes étrangers notamment sont mécontents de notre indépendance, de notre marche en avant, de leur incapacité de refaire le front de l'asservissement féodo-colonialiste. Ils disent dans leurs cercles: le Parmehutu est trop cohérent. Mr. KAYIBANDA est trop incorruptible et tant qu'il est à la tête il n'y a pas moyen de briser la marche de ce petit pays vers son émancipation intégrale, soit dit en passant: qu'ils sachent que je suis imperméable à la flatterie comme à une quelconque menace.

De là ils recrutent: aigris, ambitieux, inyenzi, avides d'argent, faibles d'esprit moralement par terre; Et avec ces épaves en démocratie ils organisent tout un jeu d'intrigues, la calomnie, le mensonge, le faux-bruit, le dénigrement par lesquels ils attaquent, non pas toujours la personne du Président de la République mais ses collaborateurs. Les serviteurs ainsi

recrutés, subtilement conditionnés par l'argent, mènent une action diabolique consistant à décourager les agents, heureusement plus nombreux, qui font preuve d'un dévouement sans réserve, d'une haute conscience dans la gestion de la chose publique et d'une compétence entretenue et toujours plus accrue.

A la longue, qui est celui qui réussit dans la machiavélique opération? Ce n'est ni le pays, ni les serviteurs du néocolonialisme, mais les néocolonialismes qui gardent la main mise sur l'Economie du pays, abritant dans la jeune Afrique la lente mort du capitalisme qui, de par sa nature, tend à favoriser la malhonnêteté et l'écrasement des masses populaires.

Tout cela ne veut aucunement dire que tout sabotage vient de l'influence étrangère: il y a certains qui eux-mêmes cherchent maîtres et se jettent d'eux-mêmes dans l'engrenage; il y a aussi le retour de ce chancre de la féodalité qu'est la culture des mœurs dépravées; il y a ceux qui ne savent pas donner tout le temps réglementaire au service public réservant une bonne partie du temps à leurs affaires personnelles; il y en a qui se trouvent trop engagés dans des situations inextricables, préfèrent, en désespérés et subtilement, saboter jusqu'aux intérêts les plus chers du Peuple; il y en a qui misent sur leurs actuelles facilités financières pour s'enfoncer dans l'embourgeoisement.

Tous ces complexes sont à dénoncer sans fausse honte; cela fait partie du devoir des Responsables de la chose publique; c'est utile pour ceux, les plus nombreux, qui ont besoin d'encouragement pour rester debout dans l'engagement au service public qu'ils ont accepté au service de la démocratie.

Tous ceux-là qui se constituent les patrons du sous-développement dans le domaine de la moralité publique détournements de fonds publics, mœurs disciplinées, calomnies, mensonges, dénigrements, colportages de faux-bruits et autres intrigues, croient pouvoir emporter l'adhésion des générations montantes; ils se trompent lourdement: leur machiavélique et pessimiste spéculation ne détournera pas la volonté décidée de tout un Peuple de construire la démocratie.

Toutes ces déficiences constituent dans le développement national un véritable goulot d'étranglement qui doit être levé par les moyens vraiment appropriés.»

KAYIBANDA INSISTE SUR L'ÉMANCIPATION DU PEUPLE

Le 1er juillet, le Rwanda, a célébré l'an VI de la IIe République. Après les manifestations populaires et divers défilés qui se sont succédé très rapidement au stade habituel et provisoire des environs de la Capitale, le Chef de l'Etat est adressé à la nation pour définir les grandes lignes de l'action gouvernementale et de la politique économique générale. Nous donnons ci-dessous le texte intégral du discours du Chef de l'Etat.

Le premier juillet est de nouveau arivé, commémoration de notre Indépendance Nationale. Vous devez la fêter pour vous rappeler le passé, vous réjouir du présent et pour réfléchir et préparer l'avenir de la République.

Depuis 1960 tout avance, avec normalement des bas et des hauts, mais ce qui prime, c'est l'avancement. Passez de l'égali sans des idées préconçues et égoïstes et allez sur la colline : l'avancement est mais réel, est tangible : meilleure habitation, plus d'enfants du peuple à l'école, plus de gens soucieux du progrès de la collectivité, préoccupation plus grande d'une épargne valorisable, plus d'activités sociales spontanées, initiatives individuelles en plusieurs domaines, cadres plus nombreux et plus compétents animés du sens démocratique, toutes choses que l'on peut du reste chiffrer et trouver que l'année présente est meilleure que l'année passée, et que les années qui viennent ont une préparation à s'améliorer davantage.

L'agriculture et les autres secteurs de l'Economie nationale présentent des améliorations et des progrès très sensibles.

Il y a trois ans, nous avons annoncé la politique de redressement financier dont l'élément principal devait être la réforme monétaire. Comme nous l'avons précisé à l'époque, le programme ne portait pas seulement sur une solution technique à nos problèmes financiers, mais également sur la réalisation des principes idéaux de la Constitution, et le développement démocratique du pays. Trois ans après la mise en oeuvre du programme, nous voudrions vous présenter un bilan provisoire de cette entreprise, et

dessiner l'orientation de la politique économique du pays pour l'avenir.

Comme vous vous le rappelez, l'objectif primaire de la réforme monétaire réalisée en 1966, consistait dans la définition de la monnaie nationale à un taux réaliste et dans la stabilisation de la valeur de la monnaie par des mesures budgétaires et financières. La valeur de la monnaie est reflétée par son pouvoir d'achat, autrement dit par le niveau général des prix. Si nous affirmons aujourd'hui que le phénomène le plus frappant des trois ans écoulés réside dans la stabilité générale des prix, nous sommes certains que vous nous approuverez. L'abondance des marchandises dans tous les centres commerciaux à des prix raisonnables et stables est la preuve la plus convaincante de la réussite de la réforme monétaire.

En réalité, les prix ont suivi des mouvements différents selon la nature des marchandises. Bien que le prix des devises ait été doublé, les prix des marchandises importées ont été caractérisés par une stabilité remarquable. Les prix au détail des marchandises destinées à la consommation populaire marquent surtout une tendance à la baisse graduelle par suite de l'amélioration de l'organisation commerciale. D'autre part, les mesures satisfaisantes pour assurer une rémunération de leur travail se sont avérées réalistes, et ont abouti, grâce à l'amélioration de l'organisation commerciale, au paiement de prix plus élevés pour des produits de meilleure qualité. Le fait mérite d'être souligné que cette hausse des prix aux planteurs n'a pas provoqué de hausse parallèle des prix au détail dans les

centres.

La garantie d'une juste rémunération pour leur travail et d'une stabilité des prix de leurs achats a incité les producteurs agricoles à produire mieux et davantage. Bien que les statistiques soient incomplètes, il est estimé que la production agricole a augmenté de 3,4 pour cent en 1967. Comme le revenu supplémentaire augmentant, la population s'est lancée dans l'amélioration de l'habitat familial par exemple. Ces faits indiquent que maintenant les producteurs agricoles travaillent et produisent mieux et davantage, qu'ils épargnent et investissent. Autrement dit, le développement économique, but fondamental de la réforme monétaire, a bien démarré.

Si nous avons parlé longuement des producteurs agricoles, c'est parce que le Rwanda est un pays agricole et qu'aucun développement économique n'est possible sans leurs efforts. Cependant, il ne faut pas oublier les autres secteurs qui ont collaboré au développement économique, c'est-à-dire, les mines, les industries, les travailleurs et les commerçants.

L'augmentation de la production a produit en 1967 le premier excédent dans la balance des paiements depuis l'indépendance. Cette tendance favorable continue et à la fin de juin 1968 les réserves du pays en devises sont d'au moins 200 millions de francs rwandais supérieures au niveau du 30 juin de l'année dernière. Bref, en 1967 seul, nous avons en plusieurs secteurs réalisé un progrès de 2 ans du Plan quinquennal et dans la balance des paiements nous sommes en avance de 18 mois par rapport au programme initial.

Politique économique de demain

Si nous avons parlé assez longuement des résultats, ce n'est pas pour nous en vanter, mais pour arrêter une base sur

laquelle peut être établie la politique de demain. Voici les grandes lignes de cette politique :

1.- La condition essentielle d'un développement économique consiste dans la stabilité de la monnaie, et le Gouverne-

ment est déterminé à sauvegarder la valeur de notre monnaie. La stabilité de la monnaie est assurée par l'équilibre budgétaire et par la politique restrictive des crédits, et Gouvernement continuera ses efforts en ce sens. Plusieurs efforts seront faits pour que le budget 1969 soit équilibré et que les investissements publics soient financés par l'épargne mobilisée. Le crédit au secteur privé sera limité à un montant compatible avec l'excédent de la balancé des paiements.

2.- Les dépenses gouvernementales pour la promotion du développement économique seront accrues dans ces mêmes limites, et le crédit à l'économie accordé par priorité pour les besoins légitimes des nationaux. Cette politique est déjà en application.

3.- La garantie d'une juste écompense pour le travail sera maintenue. Le Gouvernement continuera ses efforts en vue d'étendre l'application des prix minima. En termes concrets, le Gouvernement cherchera à offrir aux producteurs agri-

coles la possibilité de gagner un revenu minimum de 20.000 francs par un par hectare. En plus, le Gouvernement fera des investissements et des efforts en vue de l'amélioration de l'organisation commerciale afin de protéger les producteurs des fluctuations des prix. C'est la raison pour laquelle le Gouvernement s'occupe actuellement de faire construire des entrepôts.

4.- Bien qu'un progrès soit constaté dans l'organisation commerciale, il reste beaucoup à faire. Le Gouvernement encouragera une meilleure organisation des commerçants, mettra en oeuvre un système qui permettra aux commerçants nationaux de s'assurer une juste part dans l'augmentation des affaires et prendra des mesures pour assurer un approvisionnement régulier dans les articles de base. Nous ne pouvons tolérer une pénurie d'articles tels que le sel et les houes.

5.- Nous encourageons les investissements étrangers, et les entreprises étrangères auront toute garantie en ce

qui concerne la sécurité du travail pour autant qu'elles respectent nos lois et règlements. Cependant, nous ne sommes pas prêts non plus à leur accorder des faveurs non justifiées. Les encouragements que nous offrons résident dans les bénéfices élevés qui peuvent être réalisés, dans la sécurité de l'entreprise, des personnes et des biens et, en définitive, dans la possibilité de participer aux bénéfices du développement économique général.

Voilà les grandes lignes de la politique économique. L'oeuvre continue car le chemin est long. Cependant, nous avons prouvé par les résultats que l'objectif n'est pas au-delà des possibilités de notre peuple. La tâche est dure mais réalisable. Ne nous contentons pas des résultats acquis; travaillons davantage car l'expérience nous a appris qu'avec une monnaie honnête nous aurons toujours notre juste récompense, pour nous individuellement, pour le pays et aussi pour nos enfants.

L'émancipation du peuple doit unir les leaders

Le progrès, naturellement plus lent, des masses populaires qui est fondamental dans le but du Parti national, présente des aspects spéculaires importants. Mais il y a encore beaucoup à entreprendre et à faire.

Des leaders du Parmehutu ne peuvent abandonner cet aspect de l'engagement national, sous peine de constituer un club de bourgeois fatigués de travailler à la montée du Peuple; je le dis clairement: la tentation d'embourgeoisement guette les leaders pour endormir leur dévouement à la montée du Peuple; ne soyons pas inconscients de ce grave danger. Cette tentation est un fait: Aussi invitons-nous avec insistance ceux qui se sentiraient quettés par les divers égoïsmes à revenir au service du Peuple et à ne pas se laisser tromper et entraîner dans une hypocrisie sociale qui ne sera même pour eux-mêmes que leurre, déception et désespoir. Notre Peuple veut des leaders et des cadres intègres, compétents, loyaux et toujours plus dévoués.

Le Président de la République, le Gouvernement, l'Assemblée qui vote la loi, la Justice, l'Administration du Parti National, doivent s'interroger devant les deux dernières Elections; celles des Communes et celles du Parti Na-

tional; chacun des membres de ces organes au Pouvoir doit franchement s'interroger et examiner la perspective où il s'est placé, puis reprendre position pour le Peuple.

Cette position ne peut être que pour le progrès du Peuple; l'intrigue, la corruption, les petits arrangements démagogues sont une vulgaire lâcheté, l'embourgeoisement est une ironie, une insulte à un Peuple encore sous-développé et qui fait appel à ses enfants les plus favorisés, les voulant comme leaders, comme cadres technique ou administratifs, comme animateurs dynamiques d'un progrès démocratique.

Il n'y a pas lieu de perdre son temps à pleurer sur la diminution de la chaleur de l'entente entre leaders des années 58-62. Des circonstances étaient quelque peu autres qu'aujourd'hui; il faut plutôt reconnaître dans les comportements d'aujourd'hui un pas, difficile certes, mais qui réussira, de cette entente pour s'adapter aux circonstances, diversifiées, d'aujourd'hui. Cette réadaptation n'ira pas sans peine, ni sans dérouter certains, surtout qu'elle est handicapée par les instruments chéris du néocolonialisme: la corruption, l'intrigue, l'embourgeoisement et le dénigrement qui est le prin-

cipal outil d'une démagogie haineuse et du reste en fin de compte, stérile.

L'entente entre leaders, entre cadres, entre responsables, se réadapte à la situation actuelle de notre société de 68-70.

Elle peut se refaire totale, elle doit se refaire totale à une condition: c'est que nous tous, le Peuple et ses leaders nous revoyions le seul objectif qui peut nous unir: vous le connaissez: l'émancipation du Peuple, la libération toujours plus réelle des masses populaires: rurales et citadines. Je le répète: l'embourgeoisement, les égoïsmes, l'intrigue cela divisera les Rwandais, cela divisera les militants de la Démocratie; mais l'émancipation de notre Peuple, cela nous unira.

Le Peuple rwandais s'est émancipé des servitudes de la féodalité qui s'est effondrée, le colonialisme est parti; la confection de la Loi et l'Administration du Pays appartiennent au Peuple, l'école se démocratise à un rythme intéressant; les oeuvres d'éducation de base pour le Peuple se multiplient, se consolident; c'est une émancipation réelle et concrète que vous ne pouvez qu'enregistrer avec satisfaction surtout que chacun de vous tous a pris une participation réelle à la tâche.

Mais l'émancipation des masses du Peuple est, de sa nature, une oeuvre de longue haleine. La patience est une des vertus politiques, les moins connues,

Préparer et assurer l'avenir

Après les points que j'ai cités où notre Peuple est émancipé il y en a d'autres qu'il faut synthétiser: l'émancipation du Peuple rwandais en 68 et au cours des années qui vont suivre, doit se réadapter: il consiste, non pas dans mon sens, mais face à la réalité, en ceci: émanciper notre Peuple, nos masses populaires: c'est-à-dire pour suivre un triple objectif: l'augmentation du volume des biens matériels entre les mains du Peuple, l'extension de l'éducation du Peuple et consolidation des positions que le Peuple a déjà acquises depuis la Révolution de 59-60.

Il faut que le citoyen dans son travail sache dépasser les besoins de subsistance au jour le jour et arrive à épargner et à participer davantage à l'investissement. Il faut que l'éducation du Peuple soit étendue et embrasse tous les domaines qui intéressent son progrès: sa participation efficace dépend beaucoup de cette démocratisation de l'éducation. Il faut que les citoyens aient leur part toujours plus entière dans la politique, l'administration, la législation, la justice; qu'ils soient toujours conscients que ce sont eux qui sont concernés.

C'est cette émancipation de notre Peuple qui maintiendra toujours notre entente; c'est ce triple objectif que tous les leaders, tous les militants, tous les cadres administratifs et techniques doivent viser dans toute leur action.

Plus de richesse, plus d'éducation, plus grande conscience des responsabilités dans la vie nationale, ce sont là trois domaines qu'on ne peut dissocier ni compartimenter; ils sont différents, mais complémentaires et s'entraînant; ils résument l'objectif de l'effort national du Rwanda aujourd'hui. Le féodal et le colonial qu'il faut évincer aujourd'hui, c'est la pauvreté, l'ignorance, et l'immoralité. Notre Peuple doit se libérer de ce triple mal.

Pour servir l'émancipation économique et sociale du Peuple, nous avons à: 1°) réaliser le Plan National que le Gouvernement et l'Assemblée des Députés ont proposé au pays. Ce plan de développement a organisé ces différents domaines en indiquant les objectifs à at-

teindre, et les responsables de son administration et de son exécution continueront à vous le présenter toujours plus concrètement par des programmes et des directives précis et adaptés.

Si chacun s'y dévoue avec toutes ses compétences et toutes ses forces, le Peuple ne peut qu'avancer et s'émanciper de la pauvreté, de l'ignorance et des mesquineries.

2°) chacun des leaders et des cadres doit s'appliquer à son travail respectif avec ce désir d'émanciper le Peuple: celui qui fait la loi ou celui qui élabore un règlement doit veiller à ce que ces instruments de discipline promeuvent efficacement les masses populaires au lieu qu'ils puissent favoriser seulement le petit groupe des plus rapides; chaque cadre aura dans l'accomplissement de ces tâches la conscience qu'il est non seulement chargé de l'administration routière mais aussi qu'il est préposé au développement économique et social des populations; le juge veillera à ce que les plus petits et les moins avertis ne soient victimes ni des textes ni des manigances subtilement tissés au cour des affaires; le militant politique doit être un animateur du développement économique, social et culturel dans son secteur; l'utilisation de sa part de méthodes plus modernes, l'initiative dans le sens indiqué par le Plan seront pour le Peuple un exemple concret et entraînant.

3°) la coopération des populations elles-mêmes, soit pour la formation de l'épargne, soit pour la réalisation d'un projet concret de développement, est une impérieuse nécessité pour l'émancipation du peuple.

4°) l'organisation de la classe salariée qui va s'augmentant est indispensable à l'émancipation du Peuple; la justice envers le travail a toujours été parmi les principaux moteurs des efforts d'émancipation.

5°) les divers bureaux d'études ou de recherches, tout au long de leur travail, surtout dans la partie des conclusions pratiques, doivent se préoccuper de sortir ce qui aidera l'élévation du niveau de vie des masses du Peuple.

jectif qui doit et qui seul peut refaire l'entente entre leaders, entre militants, entre responsables.

Ici je ne soumets aucunement la technique à la politique, mais il faut que la science aboutisse à l'amélioration des conditions de vie du Peuple.

6°) une condition de base à tout cela, c'est l'amour pour le pays, un amour profond et préoccupé pour la Nation et pour chacun des habitants: c'est cet amour qui éclairera et règlera les localismes et les égoïsmes divers; c'est cet amour qui entretiendra le courage et l'intégrité nécessaires dans l'effort national.

J'ai cru de mon devoir, après avoir montré l'objectif actuel de l'effort national, d'indiquer les principaux moyens que la Nation doit employer. Poursuivre la libération de notre Peuple par rapport à la Pauvreté, à l'ignorance (qui est une pauvreté) à l'immoralité (qui est la pauvreté la plus profonde, la plus subtile et la plus élégante qui soit) poursuivre cette libération des masses du Peuple dans le calme, dans la discipline, avec courage, cela est un devoir de conscience pour les leaders, les cadres et pour les Notabilités de tout genre dans nos pays sous-développés.

Ainsi je vous mobilise tous autour de l'objectif national: émanciper notre Peuple, réduire la Pauvreté, l'Ignorance, l'Immoralité, oeuvrant en travailleurs compétents, courageux, intègres, libres et disciplinés. L'émancipation des masses populaires, tant citadines que rurales maintiendra et consolidera notre entente; et cette entente ne peut que promouvoir le développement économique et social de la République.

Vive la République!!